

CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES  
DE L'INDUSTRIE ET DES COMMERCES EN GROS DES VIANDES

**Avenant n° 93 relatif à la revalorisation des salaires minima  
au 1<sup>er</sup> mai 2022**

Cet accord est conclu entre les organisations professionnelles et syndicales ci-après :

- Culture Viande, les Entreprises Françaises des Viandes,
- 
- La Fédération Nationale des Exploitants d'Abattoirs Prestataires de services (FNEAP),

D'une part, et

- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes, des Services annexes (FGTA) FO,
- La Fédération Générale Agroalimentaire (FGA) CFDT,
- La Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente (CFTC-CSFV),

D'autre part.

**Article 1 – Champ d'application de l'avenant**

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale des Entreprises de l'Industrie et des Commerces en Gros des Viandes.

**Article 2 – Revalorisation du salaire de base mensuel minimum au 1<sup>er</sup> mai 2022**

La nouvelle grille s'établit comme suit à compter du 1<sup>er</sup> mai 2022 :

Niveaux	Échelon 1	Échelon 2	Échelon 3
<b>Ouvriers-Employés</b>			
Niveau I	1660 €	1675 €	1700 €
Niveau II	1714 €	1734 €	1765 €
Niveau III	1780 €	1805 €	1836 €
Niveau IV	1872 €	1913 €	1938 €
<b>TAM</b>			
Niveau V	1954 €	1984 €	2035 €
Niveau VI	2162 €	2248 €	2335 €
Niveau VII	2492 €	2588 €	2690 €
<b>Cadres</b>			
Niveau VIII	3045 €	3350 €	3471 €
Niveau IX	4101 €	4410 €	4760 €
Niveau X	5156 €	5562 €	6014 €

### **Article 3 – Entreprises de moins de 50 salariés**

Les parties signataires estiment que les dispositions du présent accord sont pleinement justifiées et applicables pour l'ensemble des entreprises qui relèvent de la branche ICGV. À ce titre, elles indiquent expressément que, conformément aux dispositions de l'article L 2261-23-1 du code du travail, l'objet du présent accord ne justifie pas la mise en place de mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

### **Article 4 – Entrée en vigueur**

Le présent accord entre en vigueur à compter de sa signature pour les entreprises adhérant à une organisation professionnelle d'employeurs signataire et au plus tard à compter de son extension.

### **Article 5 – Dépôt et extension**

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, au Ministère en vue de son extension, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au Conseil de Prud'hommes de Paris, selon les dispositions de l'article D.2231-2 du Code du travail. Conformément à l'article L2231-5-5 du code du travail, l'accord sera publié dans la base de données nationale des accords.

Les parties signataires du présent accord conviennent que Culture Viande sera chargé de ces formalités de dépôt et de demande d'extension.

Fait à Paris, le 10/05/2022  
En 10 exemplaires originaux

**Suivent les signatures des parties contractantes :**

Culture Viande, Les Entreprises Françaises des Viandes

La Fédération Nationale des Exploitants d'Abattoirs Prestataires de services (FNEAP),

La Fédération Générale Agroalimentaire FGA-CFDT

La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation, des Tabacs et Allumettes, des Services annexes FGTA-FO

La Fédération des Syndicats CFTC Commerce, Services et Force de Vente (CFTC-CSFV)